

**Nous, travailleur.se.r.s de l'UFR SEG et du CEPN,  
BIATSS, doctorant.e.s et enseignant.e.s, titulaires et  
contractuels, réunis en AG le 20 janvier.**

- Affirmons notre opposition au programme concerté de destruction de nos conditions d'emploi, de travail et de vie par les contre-réformes voulues par le gouvernement Philippe, en particulier le projet de réforme des retraites et la future loi de programmation pluriannuelle de la recherche (LPPR).
- Sommes conscient.e.s de notre responsabilité aux côtés des autres secteurs mobilisés dans la lutte. Cette responsabilité est d'autant plus forte pour ce.lles.eux d'entre nous qui sommes titulaires et bénéficions d'une plus grande marge de manœuvre.
- Adhérons aux revendications de l'Assemblée générale des facs et labos en lutte réunie le 18 janvier et exigeons du Président de l'Université Paris 13 qu'il demande un moratoire sur la LPPR au gouvernement.
- Dénonçons la dégradation des conditions de travail à l'Université et la précarisation des travailleur.se.r.s de tout le secteur (substitution des emplois de fonctionnaires par des emplois contractuels et vacataires précaires).
- Réaffirmons que nos modalités de lutte ne sont pas incompatibles avec l'intérêt des étudiant.e.s, au contraire sommes conscients que les luttes contre la précarité étudiante et pour l'amélioration des conditions d'accès et d'études à l'Université sont un enjeu majeur.

### **Portons à la Présidence les revendications suivantes :**

- La titularisation des précaires et pour un plan de recrutement massif de titulaires à la hauteur de l'augmentation du nombre d'étudiant.e.s et des besoins administratifs, d'enseignement et de recherche
- Le refus de toute pression sur les personnels qui souhaitent se mettre en grève
- Le non retrait sur salaire pour les jours de grève, sachant que les personnels n'ont pas à se signaler en grève
- Une réduction du nombre de vices-présidents, de primes et de décharge et réaffecter ces ressources considérables aux besoins vitaux de l'université
- Une meilleure transparence et diffusion des informations sur la démocratie universitaire

### **Nous engageons dans les actions suivantes :**

- Continuer à nous mettre en grève sous différentes modalités selon les pressions subies et contraintes auxquelles nous faisons face, à savoir :
- Grève totale des activités : administrative, d'enseignement et de recherche
- Grève du zèle (respect strict de la fiche de poste)
- Nous mobiliser lors de la journée interprofessionnelle du 24.01 en nous mettant en grève et manifestant ensemble
- Visibiliser dans nos signatures électroniques et/ou réponses automatiques d'absence (selon la suggestion ci-après) : « J'accuse réception de votre message. Étant mobilisé.e contre le projet de loi de programmation pluriannuelle de la recherche et contre le projet de réforme des retraites, j'ai strictement réduit mes activités et ne suis pas en mesure de vous répondre dans l'immédiat »

Motion adoptée à l'unanimité des présent.e.s.